ISSN 0395-0603

JEUNE TAUPE! 16

BIMESTRIEL 4F | POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE | JUIL./SEP.1977

LE CHARME DISCRET DE LA DEMOCRATIE ESPAGNOLE

« Qui sait si nous ne serons pas les premiers a parvenir a la formule d'un triomphe socialiste avec le roi ? Un Socialisme Monarchique

S. CARRILLO

★

Ces élections n'ont pas été mal du tout !

F. MONTSENY

(Lire en pages 2-3)

SOMMAIRE

- PLATE-FORME DU G.T.C. BANQUES
- LA GUERRE ECONOMIQUE (3)
- ALGERIE

LE CHARME DISCRET DE LA DEMOCRATIE ESPAGNOLE !

Il n'a pas fallut longtemps pour que la dépouille de Franco laisse la place à ce plus petit commun dénominateur des différentes fractions capitalistes : LA DEMOCRATIE ! L'Espagne peut enfin tenir, sans honte, sa place dans le concert des Etats européens. Elle a en effet su se dotter - " dans le calme et la légalité" - de la clé de voûte que constitue, dans tout régime d'exploitation à visage humain, la foire électorale ! Quel premier bilan peut-on tirer du déroulement de celle-ci.

1. 40 ANS D'HISTOIRE ESCAMOTES DANS LES URNES

Avec la remontée de la lutte des classes en Europe, et plus particulièrement en Espagne, les élections constituaient un moyen de choix pour ramener les prolétaires dans le giron étatique, d'autant plus que cette carte capitaliste bénéficiait de l'attrait de la nouveauté, contrairement à l'Italie où elle est pour le moins usagée. Tous les moyens ont donc été bons :

- légalisation de tous les partis, y compris le PCE et les gauchistes ;
- utilisation par ceux-ci de sommes énormes, souvent avancées par les banques (officiellement 1500 millions de pesetas - soit plus de 100 millions de francs- pour la seule Alliance populaire) ;
- propagande intensive : affichages monstres (15000 tonnes de papiers !), 25000 meetings, etc...
- accords entre le PCE, la gauche et le centre visant à proscire les attaques durant la campagne électorale ;
- participation directe des syndicats (CCOO-PCE,CCOO-PSP,CCOO-MC,UGT-PSOE,CSCT-PTE SU-ORT,USO,...) leurs principaux leaders étants candidats.

Pour toutes ces fractions capitalistes une même perspective était mise en avant : effacer d'un coup de baguette magique les années de guerre civile et de domination franquiste au nom d'un même dieu : la démocratie. C'est ainsi que dés avant les élections, les statuts du PCE, d'où le terme communisme se trouvait exclut, déclaraient que celui voulait essentiellement contribuer à la démocratie. Carillo n'allait d'ailleurs pas tarder à proclamer en Asturie la nécessité d'une "amnistie pour tous, de droite comme de gauche" et la possibilité pour Fuerza Nueva (extrême droite), la Falange, l'Alliance Populaire de "lutter pour leur idéal". Quant aux gauchistes, ils jouaient leur rôle habituel de rabatteurs du capital par leurs appels à "réaliser des étapes successives" (ORT), à "la plus ample démocratie" (LCR) et à une solution qui en "Espagne ne passe pas en ce moment par la dictature du prolétariat" (PTE). Même l'anarchisme historique, par la voie de Federica Montseny, proclamait : "Nous supposons que les choses pourront être meilleures avec les socialistes au pouvoir" !

2- LA CLASSE OUVRIERE ESPAGNOLE MONTE AU PARADIS !

La tenue d'élections en Espagne après tant d'années d'éclipse politique, la victoire des "partis démocratiques", est une victoire, mais pour qui ?

Un seul exemple suffit à voir ce qui signifie l'émergence des nouveaux libérateurs : la légalisation du droit de grève.

Celle-ci est une démonstration en acte de ce fait général que toute légalité est dirigée d'abord contre la classe ouvrière. La nouvelle loi sur la grève ne fait ainsi qu'aggraver les conditions de la lutte de classe par rapport au passé franquiste. Elle déclare illégal tout coulage des cadences, grève du zèle, grèves tournantes, de solidarité, politiques (ce qui exclut à priori toute protestation contre cette loi), oblige à un préavis de 10 jours, rend responsable le comité de grève de toutes les conséquences du mouvement et pour courroner le tout interdit les piquets de grève (punis de 6 mois de prisons et d'amendes de 10 à 100 000 pesetas).

La réussite électorale n'est donc que celle du Capital contre l'autonomie ouvrière, un premier pas vers la mise en place d'un arsenal idéologique adapté à la situation actuelle, et dont les deux principaux axes pourraient être la démocratie et le régionalisme (1).

Le succès ou l'échec de ce carcan capitaliste dépendra donc de l'aptitude du prolétariat à répondre sur son terrain de classe.

3- PERSPECTIVES

Les risques sont grands pour la classe ouvrière espagnole de tomber dans le piège démocratique. Si elle bénéficie d'une expérience historique datant de 40 ans (2), elle n'a pu tirer partie, comme son homologue italienne, d'une récente démonstration pratique de la réalité de la démocratie et de ses expressions politiques.

Encore faut-il relativiser cette vision par un certain nombre de faits :

+ si le raccolage électorale semble, dans l'ensemble, avoir bien fonctionné (

environ 80% de votants) certains grands centres ont connu un pourcentage important d'abstention (50 à 70%);

+ les mouvements de grève traversant l'Espagne n'ont pas cessé durant la "trève électorale", malgré les tentatives de sabotage de ceux-ci par les commissions ouvrières;

+ si les élections se sont déroulées dans "l'ordre républicain", celui-ci n'a été partiellement maintenu que grâce à une mobilisation militaire considérable ("l'opération Ariete").

De plus, la profondeur de la crise en Espagne exacerbe les difficultés du Capital:

- au niveau économique : progression du chômage (moyenne de 5% mais atteignant 12% dans certaines régions) ;

- au niveau politique : développement des contradictions entre les différentes fractions capitalistes face à la perspective d'un gouvernement de "salut publique" (par exemple vis à vis de la monarchie : allégeance du P.C.E. et refus du PSOE réclamant le retour à la république).

Rien n'est donc joué sur le terrain social, et l'Espagne reste, après l'Italie, un des principaux points de cristallisation de l'affrontement de classe. Pour que celui ci se développe, le prolétariat espagnol devra se débarasser de tous les bons bergers qui veulent le conduire par la main vers le paradis démocratique : fractions politiques de l'extrème droite à l'extrème gauche, syndicats, etc... Dans ce processus, le rôle des fractions communistes sera donc important. A fortiori, l'affirmation organisée de l'autonomie du prolétariat devra passer, au sein même des entreprises, par le développement de groupes de travailleurs autonomes des organisations politiques ou autres, constitués sur des bases communistes et intervenant, même minoritairement, à partir de celles-ci. Or, si la situation sociale a déja produit certains jalons sous la forme de différents courants anti-syndicaux (groupes autonomes, tendances au sein de la CNT), encore faudra-t-il, pour que ceux-ci puissent remplir pleinement leur fonction, qu'ils puissent dépasser le terrain de la simple banalité anti-syndicaliste. Il leur faudra pour cela se débarasser du carcan idéologique véhiculé par la C.N.T., qui au travers de l'anarcho-syndicalisme classique, comme d'un moderne "anarcho-conseillisme" maintien la confusion entre organisation des révolutionnaires et organisation de la classe (cf. le slogan "Le peuple uni n'a pas besoin de parti, il est à la CNT" mélange d'idéologie anarcho-syndicaliste et de populisme capitaliste d'Etat issu du maoisme). Il est pour cela nécessaire que s'opère une clarification allant au delà des idéologie apartidaires pour dégager les voies de la dictature prolétarienne (ce que tentèrent en leur temps - même de façon imparfaite - les Amis de Durutti ou l'ex-MIL, ceci mettant, par comparaison, en évidence les graves insuffisances du mouvement actuel). C'est ainsi que les travailleurs révolutionnaires pourront, refusant le terrain nationaliste comme régionaliste, participer pleinement au processus mondial vers l'autonomie ouvrière .

---

(1) La mise en place du carcan régionaliste est déja en route en Catalogne, avec les négociations entre le gouvernement espagnol et Josep Tarradellas, président de la très bourgeoise "Généralité de Catalogne" en exil. Celles-ci sont un premier pas vers l'adoption de "statuts d'autonomie"considérés, par le gouvernement, comme "nécessaires" pour différentes provinces de l'Etat. Ajoutons que le retour à la Généralité de Catalogne est réclamée non seulement par des partis traditionnels, mais également par une partie des gauchistes qui n'ont pas hésité à faire campagne pour le retour de Tarradellas.

(2) Il n'est pas question, dans le cadre limité de cet article, de revenir sur notre analyse des affrontements ayant précédé en Espagne la II° Guerre Mondiale. Cette question a déja été soulevée dans plusieurs articles de J.T.. On peut consulter en particulier le texte "Quelques vérités élémentaires" publié dans J.T. N° 8 (décembre 75).

LA GUERRE ECONOMIQUE (3)

(Suite de l'article paru dans les numéros I4 et I5 de J.T; rappel des titres : I) L'exacerbation de la concurrence et du protectionnisme, A) L'offensive du capital japonais, B) Les atouts américains, C) Les conséquences du "sommet de Londres".)

D) Faiblesses européennes et force du capital allemand

I- La C.E.E sur la défensive

Le déficit commercial de la C.E.E vis-à-vis du Japon va sans doute passer de 4,I milliards de dollars à pres de 5 milliards, soit environ un accroissement de 20% entre I976 et I977. Nous avons vu précédemment les causes de ce déficit en soulignant les différents facteurs qui expliquent l'efficacité de l'offensive du capital japonais : protectionnisme et dumping reposant sur la compression du capital variable et sur le renouvellement du capital constant effectué pendant la période de reconstruction.

Pour compenser cette situation, la C.E.E qui ne peut tabler sur la compétitivité de ses produits et qui voit le chômage atteindre le chiffre de 5 millions et demi dans l'ensemble des pays qui la composent, est obligée :

- d'une part, de renforcer sans cesse ses mesures protectionnistes par rapport aux marchandises japonaises,
- d'autre part, de négocier une ouverture du marché intérieur nippon à ses exportations (le voyage du vice-président de la C.E.E à Tokyo au mois de mai aurait abouti à des promesses d'achats japonais accrus en ce qui concerne les produits chimiques et pharmaceutiques, la soie, les chaussures, les moteurs Diésel, les produits agricoles transformés).

Ayant déjà à affronter le monopole américain sur les principaux marchés et sa maîtrise monétaire sur l'ensemble des échanges, la C.E.E subit une offensive protectionniste des Etats-Unis par rapport à ses exportations en direction de leur marché intérieur.

En effet, les produits européens bénéficiaient depuis la 2e guerre mondiale d'un remboursement des impôts indirects (ristourne de T.V.A). De plus en plus, les Etats-Unis considèrent cela comme une forme de subventions et visent à appliquer globalement (élaboration d'une jurisprudence par les tribunaux) des droits compensateurs pour annuler ce remboursement. C'est la quasi-totalité des ventes européennes qui se trouvent ainsi sanctionnées dans leur pénétration du marché américain. Par exemple, le lobby de l'acier, l'U.S Steel Corporation, s'est attaqué au remboursement de T.V.A dont jouissaient les trusts d'acier de la C.E.E et les droits compensateurs qu'il réclame sont d'une valeur d'environ I milliard de dollars.

Face à cette pénalisation très importante, la commission de Bruxelles a déclaré :"A partir de maintenant la Communauté doit se préparer au pire...", et les différents capitalismes du "Marché Commun", au-delà des proclamations lénifiantes sur "les vertus du libre-échange" lors du "sommet de Londres", prennent leurs dispositions vis-à-vis des Etats-Unis :

- "alliance" avec le capital japonais au sein du G.A.T.T (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) pour négocier cas par cas des arrangements par rapport aux mesures américaines,
- riposte protectionniste contre les exportations U.S bénéficiant elles-aussi d'un certain dispositif d'aide à l'exportation.

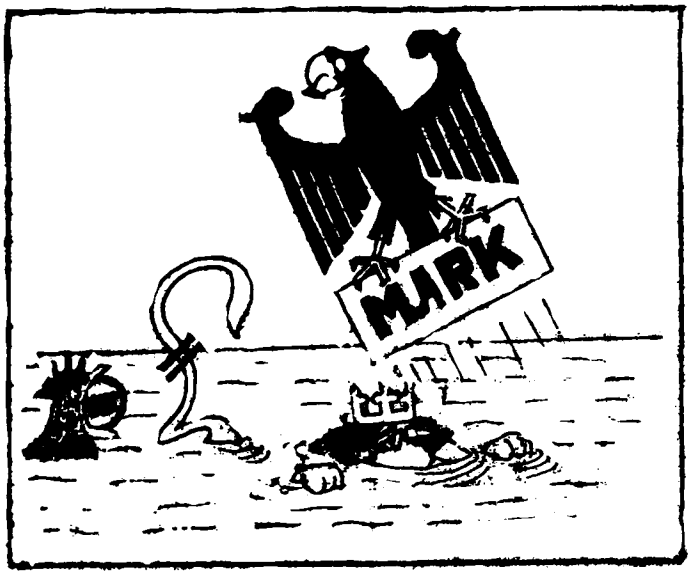
Dans l'engrenage de la guerre économique qui se caractérise par l'exacerbation de la concurrence et du protectionnisme, la C.E.E est donc l'objet d'une double offensive à laquelle elle résiste d'autant moins que les contradictions entre états membres (le "chacun pour soi" face à l'approfondissement de la crise) viennent s'ajouter aux faiblesses structurelles de l'organisme européen comme de chacun des états qui le composent, à part l'Allemagne fédérale.

II- Le "chacun pour soi" au sein de la C.E.E

A partir du quadruplement du prix du pétrole (I973-74), les projets de po-

litique économique "commune" (union économique et monétaire, programme énergétique, dialogue Nord-Sud,...) ont laissé ouvertement la place à une exacerbation de la concurrence entre les neuf pays capitalistes.

- A la conférence de La Haye (fin novembre 1976), tous les états abandonnèrent l'idée d'une zone de stabilité monétaire dans la C.E.E. En effet, alors que la lire et la livre-sterling connaissaient des baisses spectaculaires, que le franc était contraint par sa dévaluation de fait de quitter le "serpent monétaire européen" (1ère tentative d'harmonisation monétaire), le mark se réévaluait constamment.



- Pour aider les économies en difficulté (Gde-Bretagne, Italie), la C.E.E émit des emprunts sur le marché international. Ainsi, toujours en novembre 1976 un emprunt de 500 millions de dollars fut négocié pour renflouer l'Italie à qui la Gde-Bretagne prêtait jusque-là son concours. Petit à petit, ce fut même directement l'Allemagne fédérale qui devint le créancier du gouvernement de Rome et du capital national italien, au même titre qu'elle l'avait déjà été pour le Portugal ! La pente de l'endettement généralisé à l'image des pays de l'est et du tiers-monde était prise pour la plupart des capitalismes européens, à l'exception bien entendu de l'Allemagne de l'ouest.

Une illustration de l'accroissement des rivalités entre pays de la C.E.E nous est donnée par la concurrence opposant la France à l'Allemagne fédérale. En 1976, les achats français outre-Rhin ont dépassé de 13 milliards de francs les ventes, ce qui représente les 2/3 du déficit global de la balance commerciale de la France ! En d'autres termes, cette dernière a dû exporter 2 tonnes de marchandises en R.F.A pour pouvoir en importer une car la réévaluation du mark en particulier renchérit le prix de tous les achats.

Cette situation est très grave pour le capital français dans la mesure où l'Allemagne est son premier "partenaire commercial" (17% des ventes, 19% des achats) et son principal concurrent sur le marché mondial (Moyen-Orient, Tiers-Monde, pays de l'est).

En 1976, au déficit traditionnel des biens d'équipement pour la France, est venu s'ajouter celui des biens de consommation : 3 milliards de francs (cf. les 2 graphiques).

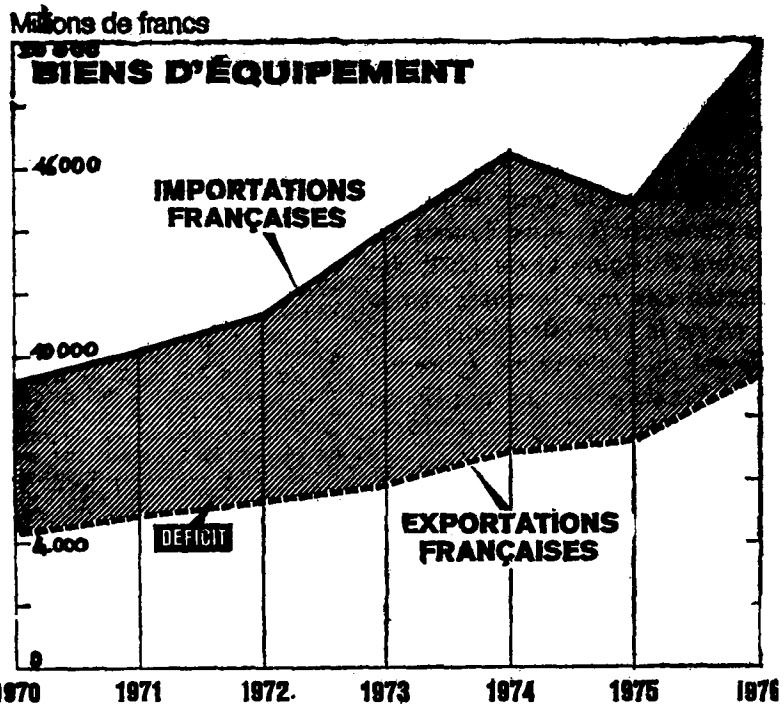
Le déficit sur les biens d'équipement (machines-outils, matériel de travaux publics, mécanique de haute précision, machines agricoles, matériel électrique et électronique, chimie, plastiques,..) a représenté 80% du déséquilibre de la balance commerciale française. La cause est à chercher dans l'archaïsme de l'ex-système colonial : la France, à prédominance agricole, développa surtout ses ventes de biens de consommation grâce au marché protégé de ses colonies. Le capital allemand contraint comme le japonais d'acheter ses matières premières, organisa sa production industrielle en fonction de l'exportation et bâtit un réseau commercial à l'échelle du marché mondial. Ceci lui a permis d'avoir aujourd'hui une industrie agro-alimentaire compétitive (produits agricoles élaborés et non bruts) : ce qui explique le déficit français y compris pour les biens de consommation ! (Pour une étude plus approfondie des causes structurelles des difficultés spécifiques à la France, voir l'article "l'évolution du capitalisme français" paru dans la revue "Spartacus" n°2, mars-avril 1976).

III- La force du capital allemand

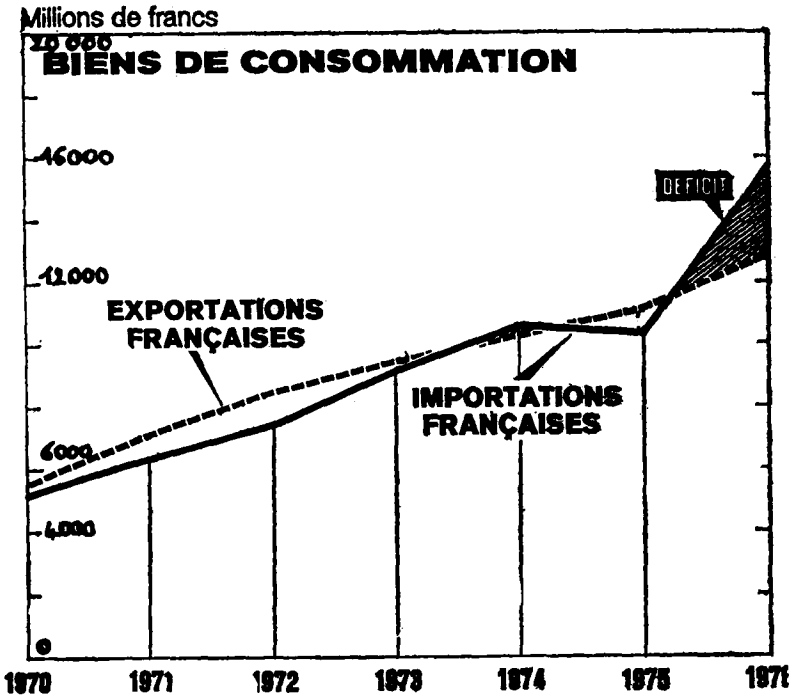
. Réalités et causes de cette force

La persistance de l'excédent commercial allemand, malgré une certaine baisse en 1976, provient avant tout des capacités du capital national pour l'exportation : 1/4 de sa production et même 50% dans quelques secteurs comme l'automobile.

Cette compétitivité des produits allemands s'accompagne de la puissance monétaire. Ainsi le Mark a connu une valo-



MÊME POUR LES PRODUITS DE CONSOMMATION LES ÉCHANGES FRANCO-ALLEMANDS ONT LAISSÉ APPARAITRE EN 1976 UN SOLDE NÉGATIF



Sources : "Le Monde de l'économie" - (26 avril 1977)

risation de 20% depuis 1971 par rapport à l'ensemble des monnaies et de 40% depuis 1969 par rapport au franc.

La réévaluation du Mark qui aurait dû à la longue entraver les exportations allemandes en les renchérissant, ne leur porte absolument pas préjudice. En effet, celles-ci reposent à la fois sur la haute technicité des produits finis et sur des positions acquises et stables au niveau du marché grâce à un réseau commercial défiant toute concurrence.

Le nouveau président de la Deutsche Bundesbank, Otmar Emminger (banque dont les réserves sont les plus importantes du monde et qui représentent la moitié de celles de la C.E.E) a pu donc déclarer :"Si le marché poussait le Deutschmark vers le haut d'une manière durable, nous ne nous y opposerions pas, sauf pour éviter des désordres sur le marché des changes" (cf. "Le Monde" du 28/4/77).

La concentration bancaire et industrielle favorisée par le fascisme et accélérée par la période de reconstruction après la guerre avec la bénédiction de la Démocratie-Chrétienne et de la Social-Démocratie (tendance à la monopolisation et à l'intervention de l'Etat), a abouti à la formation de huit grands trusts (Volkswagen, Hoechst, Bayer, Siemens, AEG-Telefunken, Bosch, Ueb-Esselberg, Rheinstahl-Thyssen) qui rivalisent avec la vingtaine de "groupes" américains et devancent les trois groupes anglais comme les deux français et italiens.

Toutes ces réalités de la force du capital allemand recouvrent des causes bien précises. Ayant eu son économie détruite pendant la guerre, l'Allemagne fédérale a renouvellé et modernisé son capital constant pendant la période de reconstruction au même titre que le Japon. Elle est devenue peu à peu non seulement le principal fournisseur des pays industriels (73% de ses exportations à l'heure actuelle), essentiellement d'abord au niveau des moyens de production (secteur I) car ces pays comme la France et l'Angleterre se développaient uniquement en fonction du marché protégé de leurs colonies (matières premières, produits bruts, biens de consommation) mais de plus elle a commencé à les concurrencer sur les marchés tiers.

Avec la crise ouverte à partir de la fin des années 60 et accélérée en 1971, puis en 1974 (fin de la reconstruction, dévaluation du dollar, hausse du prix du pétrole), le dynamisme de son appareil productif a permis au capital allemand de distancer définitivement les autres pays européens dans le processus d'exacerbation de la concurrence. Pour cela, à la phase d'accumulation intensive du profit a succédé celle du développement des in-

vestissements qui ont été multipliés par 4 entre I97I et 74, soit II milliards de Marks, et représentèrent ainsi le I/3 des investissements faits pendant la période s'étendant de I952 à I974 !

De plus, si une partie de la classe ouvrière (celle des secteurs de pointe) a bénéficié des retombées de l'expansion économique du capital (hauts salaires), la reconstruction de l'Allemagne s'est aussi basée sur une compression relative du capital variable : limitation des salaires pour un bon nombre de catégories de travailleurs réalisée à travers l'importation de main d'oeuvre étrangère. Pour maintenir sa compétitivité dans la guerre économique, le capital allemand sera amené à généraliser de plus en plus la réduction des salaires réels.

. La concurrence avec les Etats-Unis

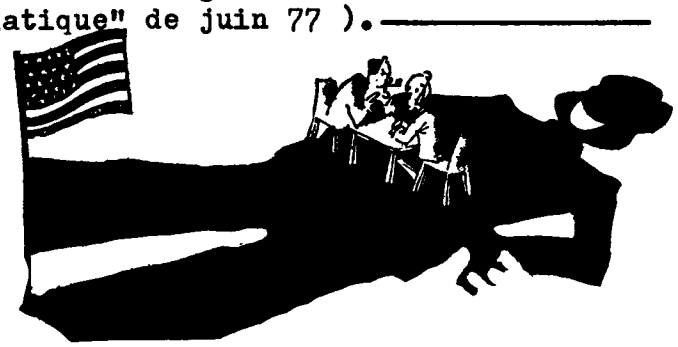
"Il s'agit d'un test; si nous cédons, c'est l'Amérique qui raflera tous les marchés" - Friderichs, ministre de l'économie dans le gouvernement allemand.

Confondus pendant la période de reconstruction, les intérêts de l'Allemagne fédérale et des Etats-Unis ne se recoupent plus du tout aujourd'hui en pleine crise : s'ils demeurent associés pour assurer leur domination vis-à-vis des autres capitalismes lorsque c'est possible, ils sont désormais avant tout des rivaux.

L'exemple le plus clair en la matière est celui de l'industrie nucléaire. Depuis trois ans, l'Allemagne essaye de damer le pion au capitalisme américain dans le domaine crucial de la rentabilisation de cette source d'énergie à cause de son manque de production pétrolière nationale (à l'image de toute l'Europe !) et de la lourde facture en dollars à payer régulièrement aux pays exportateurs (O.P.E.P). Pour cela, elle s'est lancée à la conquête de marchés situés dans des régions qui étaient auparavant de véritables "chasses gardées" des Etats-Unis. Ainsi, le Brésil lui a passé une commande portant sur plus de 20 milliards de francs : huit centrales nucléaires, clefs en main ! Les concurrents américains, Westinghouse et General Electric, ont été battus : la cause du succès allemand s'explique par la vente, en plus des huit centrales, d'une usine d'enrichissement de l'uranium et d'une installation de retraitement des combustibles irradiés. Cela signifie que le Brésil, outre la possibilité defabriquer la bombe atomique, pourra produire grâce à la surégénération une grande partie de plutonium à partir du même uranium utilisé précédemment. Comme nous l'expliquions dans l'article précédent (cf. J.T n° I5, "la non-prolifération nucléaire", p.II) les Etats-Unis craignent pour leur monopole techologique dans le domaine nucléaire qui repose sur l'utilisation constante de l'uranium enrichi (principe des réacteurs à eau légère) car ils possèdent la moitié des ressources mondiales de ce type d'uranium. Face à la crise, ils ont rejetté les recherches et l'industrialisation sur la surrégénération comme non-rentables.

Depuis le début de l'année I977, le tandem Carter-Mondale a repris les avertissements de Ford-Kissinger vis-à-vis de la politique allemande dans le domaine nucléaire. Mais les industriels germaniques ont poussé le gouvernement du chancelier Schmidt à refuser le chantage américain et à maintenir la compétition économique car ils veulent profiter du climat anti-yankee qui règne en Amérique du Sud pour se tailler une place importante sur ce marché (cf. la déclaration du ministre de l'économie ci-dessus). Lors des rencontres bilatérales régulières avec la France, le capital allemand a poussé celle-ci à résister aux pressions américaines (problème de la fourniture d'une usine de retraitement au Pakistan). De plus, dans un programme de recherche énergétique sur 4 ans adopté à Bonn fin avril, la moitié du budget de la recherche nucléaire (au total 4,5 millliards de Marks) va être consacré au développement des réacteurs à haute température et des surrégénérateurs.

Tout cela vient battre en brèche les théories sur la menace d'une "Europe germano-américaine", comme celle de l'ex-directeur du journal "Action", J.P Vigier, animateur d'un comité contre cette menace (soutien critique à un futur gouvernement de gauche), qui ne comprend pas que la guerre économique sape toutes les doctrines capitalistes d'intérêts réciproques et laisse le champ libre au "chacun pour soi". Nous y reviendrons (cf. l'article de Vigier dans "Le Monde Diplomatique" de juin 77).



ALGERIE : « LES JEUX SANS LE PAIN ! »

Depuis la grande vague électorale de 1976-1977, nous assitons à la recrudescence du mouvement de mécontentement social. C'est donc tout le contraire des espérances que la bourgeoisie algérienne portait dans les élections qui se produit. Rappelons nous qu'en l'espace d'une année la population algérienne s'est rendue quatre fois aux urnes (referendum sur la charte le 27 juin 1976, vote de la nouvelle constitution, élections du président de la république et de la nouvelle assemblée populaire algérienne). Pour une nation qui n'avait pas connu ce genre de manifestation depuis plus de 12 ans, c'était un déferlement. Pour comprendre ce phénomène aussi rapide que soudain, il faut analyser le contexte dans lequel il s'inscrit, sans oublier l'état général de crise économique particulièrement grave au niveau de la consommation (chèreté inouïe de la vie) et de l'emploi des jeunes (60 % d'inactifs). Ces élections s'inscrivaient dans un triple contexte et nous pouvons affirmer qu'aucun des objectifs visés par ces élections n'a été rempli.

1. LA MYSTIFICATION DEMOCRATIQUE

A priori, ce type de dévoiement des travailleurs avait des chances de réussite, s'inscrivant dans un contexte de réaction démocratique symbolisé par la déclaration de quatre anciens leaders du mouvement national algérien (Ferhat Abbas, Ben Khedda, Hocine Laharel, Kheireddine) et la reprise de ce thème par l'opposition en exil. L'équipe au pouvoir pensait canaliser le mécontentement social et les difficultés de ses manoeuvres "impérialistes" en libérant (sous surveillance s'entend !) les énergies et en permettant, lors de réunions publiques précédant les consultations électorales, la critique contre les aspects "négatifs" et "bureaucratiques" du régime. Cela lui était apparemment d'autant plus facile que ce "besoin démocratique" était réel, après 13 ans de silence forcé. Mais pour que la mystification marche, il ne suffit pas de demi-mesures, il faut aussi une équipe de rechange crédible et qui se délimite assez nettement du régime en place. or, d'une part les actuels dirigeants de l'Algérie n'ont aucunement l'intention de se "suicider" pour sauver le capitalisme algérien ; leur longue pratique dictatoriale et le degré de corruption atteint le leur interdisent. D'autre part, si les oppositions existent, il ne se dégage d'elles aucune équipe actuellement capable d'd'assumer un changement démocratique. Il ne faut pas à ce propos oublier que nombre des opposants actuels sont discrédités par leur passé et qu'ils n'ont à priori rien à attendre du prolétariat. Dans un moment où ce dernier se montre très combatif, c'est un élément qu'il ne faut pas oublier.

2. LES RIVALITES "INTER-MAGHREBINES"

Elles se concentrent actuellement sur la question de l'ancien Sahara espagnol, aujourd'hui sous tutelle mauritanienne. Outre l'intérêt économique qui se manifeste (centres miniers riches et débouchés sur l'Atlantique en ce qui concerne l'Algérie) elle constitue un terrain de dévoiement des travailleurs vis à vis des réalités sociales. La rivalité dans cette régions a été, pour les régimes marocains et algérien, un moyen d'attiser le foyer nationaliste très vivace au Maghreb, et donc de cristalliser les débats sur un conflit entre deux cliques "sous-impérialistes". Cette tactique s'est avérée payante pour le pouvoir chérifien qui a été capable d'embrigader à la fois la population et la soit-disante opposition démocratique dans une unanimité générale, des conservateurs du parti Istiqlal aux staliniens du "parti pour la liberté et le socialisme" (P.L.S.). Les deux mamelles de la contre-révolution - nationalisme et mystification démocratique - ont été bénéfiques à la bourgeoisie marocaine. Pour le colonel Boumedienne (piètre militaire il est vrai !), la tactique est loin d'avoir été une réussite : sur la scène africaine, l'Algérie est quasiment isolée dans cette affaire. La totalité du bloc dit "modéré" soutient sinon explicitement, du moins tacitement, la position marocaine, le récent sommet de l'OUA à Libreville en est une preuve éclatante. L'intervention des troupes marocaines au Shaba (Zaïre) a encore plus conforté cette orientation d'une grande partie des états africains. Le bloc "progressiste" (Mozambique, Angola, Lybie,etc..) a, quant à lui, d'autre chats à fouetter.

On voit ainsi mal comment l'Algérie se tirera de ce guépier sans y laisser des plumes. Assumant l'organisation logistique et financière du Polisario, elle ne pourra que soit se déconsidérer un peu plus en battant en retraite, soit pousser plus loin la dangereuse logique du jusqu'au-boutisme.

Sur le plan de la politique intérieure, les retours de batons n'ont pas tardé à se faire sentir. D'une part l'expulsion des résidents marocains en Algérie de l'Ouest (pour la plupart de modeste origine) ne s'est pas faite dans l'enthousiasme général. D'autre part, la nouvelle que de nombreux jeunes algériens, tous des appelés, ont trouvé la mort au Sahara espagnol (cf. par exemple le raid d'Amgala) a non seulement donné lieu à de violentes manifestations lors des enterrements, mais a grandi la désapprobation générale de la population et semble rentrer pour beaucoup , selon le peu de nouvelles que l'on a sur ce sujet précis, dans la vague de colère de la jeunesse algérienne.

3. LE MECONTENTEMENT SOCIAL

Il est perceptible à plusieurs niveaux dont le moins important est la crise de l'université, actuellement dans une phase corporatiste. Néammoins sa conjonction avec les autres aspects de la crise sociale risque d'avoir des conséquences explosives.

L'autre aspect du mécontentement social est la vague de mini-émeutes qui surviennent après certaines festivités sportives (matchs de foot-ball) et qui se répètent spectaculairement d'un bout à l'autre du pays depuis plus de deux mois. Que ce soit à Alger, Blida, Sétif, Sidi-bel-abbès ou Ain-el-beïda (en état de siège pendant quelques jours) ce mécontentement se traduit par la destruction et le saccage de tout ce qui se trouve sur la route des manifestants : vitrines, voitures, autobus,etc... La répression n'y suffit plus et dernièrement, sommet de "l'indignité", aux dires des journalistes du pouvoir, une partie de la foule qui assistait à la finale de la coupe d'Algérie de foot-ball (juin 1977) a hué et sifflé l'hymne national, l'accompagnant de slogans politiques à l'adresse du régime actuel. Ce match était télévisé en direct. Ainsi, ces manifestations sportives, par lesquelles les pouvoirs bourgeois abrutissent les foules et détournent les travailleurs sur le chemin du chauvinisme, deviennent paradoxalement le lieu des déchaînements sociaux contre le régime politique du Capital et sa crise. Cette jeunesse de chômeurs, d'inactifs et de travailleurs sous-employés commence à quitter le terrain du silence, de la débrouille et du désespoir pour crier bien fort sa colère. Les somnifères que lui administre l'Etat capitaliste s'avèrent être de dangereux excitants !

Cette vague de colère se relie aux incessantes luttes ouvrières de plus en plus nombreuses et radicales au fil des ans. La tradition de luttes prolétariennes est vieille en Algérie, mais aujourd'hui elle est exempte de virus nationaliste. Entre mars et juin 1977 on ne note pas moins d'une trentaine de conflits importants, dont une bonne part dans les secteurs nationalisés (transports, textiles en avril, dockers en mars et en mai-juin). La grève la plus significative est certainement celle des dockers d'Alger qui a frappé le régime par la combativité et la résolution des travailleurs qui ont eu à affronter l'Etat, ses flics et ses jaunes.

La situation en Algérie est intéressante à plus d'un titre car elle montre l'échec partiel de certaines manoeuvres de la bourgeoisie dans une situation de crise économique grave et place les travailleurs dans une situation de résistance offensive contre les conséquences de la crise. Il reste à surveilleur les aspects politiques de la lutte des prolétaires algériens afin d'en dégager dans l'avenir les aspects qualitatifs.

En guise de document, nous publions en annexe un texte écrit par un groupe de dockers qui ont participé à la lutte des dockers d'Alger en mai-juin dernier. Ce texte relate la première semaine de la lutte qui s'est terminée début juin, les ouvriers des docks ayant obtenu certaines satisfactions. Ce qui est évidemment intéressant d'un point de vue révolutionnaire, c'est l'aspect "autonome" de la lutte, en dehors du syndicat et même contre lui, ainsi que la détermination et la volonté de sortir du cadre localiste pour aller chercher la solidarité au dehors, lui donnant ainsi un aspect plus politique.

Notons pour la petite histoire que ce texte a été envoyé à quelques quotidiens d'extrème-gauche, dont Rouge et Libération. Aucun d'eux n'a cru bon de le publier ou au moins d'en parler. Prompte à faire des gorges chaudes des pétarades du Polisario , cette faune se révèle rapidement quand il s'agit de s'engager dans une voie révolutionnaire, pour ce qu'elle est : une simple fraction capitaliste.

Notes sur les sigles et noms propres
ATU, CNAN, ONP, SONAMA, etc.. : sociétés portuaires étatisées.
Benikous : secrétaire général du syndicat unique UGTA
Wali : préfet.

GREVE DES DOCKERS D'ALGER

A l'issue de deux années de luttes et de revendications ininterrompues pour faire valoir leurs droits, les ouvriers dockers du port d'Alger déclenchèrent une grève dont les péripéties sont évoquées ci-dessous.

Durant ces deux années de luttes qui furent marquées par la grève de mai 1975 où le chef de l'Etat est descendu lui-même au port pour leur demander de reprendre le travail en s'engageant personnellement à satisfaire leurs revendications qui étaient :

- Rappel sur le salaire de base dû à la permanisation et à partir de la date de mise en application (entrée en vigueur effective de la permanisation).
- Horaire de travail conforme à l'ordonnance assimilant les dockers au travailleurs des mines (6 heures la bordée ou schift au lieu de 7 heures).
- Droit à certaines primes reconnues par la législation du travail (salissures, risques,etc...).

Après cette intervention le travail fut alors repris et, depuis, divers promesses furent données et maints protocoles d'accord signés sans qu'il n'y ait de résultat.

Bien au contraire, toutes les difficultés rencontrées par le port (congestion, encombrement,...) qui étaient en réalité dûes aux structures globales du système bureaucratisé jusqu'aux moindres fibres, furent à chaque fois attribuées à la "fainiantise" des dockers dont le travail qui se fait dans des conditions inhumaines (même les autorités l'ont reconnu) ne serait pas rentable (voir le journal El Moujahid de janvier 1977 dans lequel divers articles ont été publiés à ce sujet).

Face à cette situation les ouvriers dockers déclenchèrent le 8 mai 1977 une grève qui paralyse l'ensemble du port et immobilise à quai une cinquantaine de navires. La grande combativité des ouvriers, leur auto-discipline à l'exclusion de toute organisation syndicale a surpris les autorités dont les policiers et les indicateurs sont pourtant en chasse de manière permanente dans ce secteur.

Brève chronologie des évènements :

Dimanche 8 mai :

Déclenchement de la grève. Intervention immédiate des responsables locaux de SONAMA, ATU, ATE, UTAC pour exorter les dockers à reprendre le travail. Refus des ouvriers. L'ATU dégage sa responsabilité.

Lundi 9 mai (matin) :

Intervention de Benikous qui demande la reprise du travail.
Refus des dockers.
Une réunion tripartite regroupant des représentants des ouvriers, la direction de la SONAMA (appuyée par les directions de la CNAN et de l'ONP) et les instances "syndicales" en présence du ministre du Travail se tient pour rechercher une formule de compromis et établir un protocole d'accord. Le Wali intervient et exige la reprise du travail comme préalable à toute discussion.

Mardi 10 mai :

Encerclement du port par la police en civile et en tenue. Contrôle rigoureux des entrées et sorties des grilles permettant l'accès au port. Interdiction aux dockers d'effectuer des mouvements à l'intérieur du port et de se regrouper. Le Wali et le commissaire central passent leur journée au port.
Pour amoindrir l'impact de la grève, les différentes directions portuaires (CNAN, ONP) décident de dérouter des navires sur d'autres ports du pays. En solidarité, refus des dockers de Annaba et d'Oran de décharger les cargaisons.

Mercredi 11 mai :

Les autorités font appel à des éléments étrangers pour décharger les navires. Les dockers interviennent et bloquent l'accès des navires. Une bagarre s'ensuit avec un bilan de 2 morts et 15 blessés. Intervention de la police qui jusque là surveillait de loin. Affrontement avec les dockers qui répondent aux coups de matraque par des jets de pierres.

Jeudi 12 mai :

Suite aux manoeuvres et aux pressions des autorités, l'unité des dockers est rompue. Ils se scindent en 2 groupes : les permanents et les occasionnels. Ces derniers auxquels se sont ajoutés des éléments étrangers ramenés par la police commencent à décharger les navires. Le groupe des dockers permanents s'oppose à la reprise du travail. La police intervient avec force, les disperse et les expulse hors des grilles du port.

Samedi 14 mai (matin) :

D'importantes forces de police armées (casques, boucliers, gourdins) barrent les entrées du Port. Seuls sont autorisés à entrer les dockers décidés à reprendre le travail. Un regroupement de plus de 1000 dockers se forme à l'entrée du port au carrefour dit Corbeil. Pendant que les points névralgiques du port sont bloqués, des patrouilles de policiers circulent à l'intérieur du port qui est soumis à un contrôle rigoureux.

(après-midi) :

Les forces de police encerclent les dockers et les attaquent à coups de baton. Le mouvement se dirige alors vers le centre ville en empruntant la rampe menant au Boulevard Amirouche. D'autres forces de police sortent du Commissariat proche et leur bloquent la route.

Les dockers se dispersent et se regroupent quelques instants plus tard devant la "Maison du Peuple" siège de l'UGTA.

Les forces de police les pourchassent jusque là et les matraquent à nouveau.

Les dockers se dirigent alors vers la présidence ("Palais du Peuple") mais se heurtent de nouveau aux forces de police qui leur barrent les issues au niveau de la Faculté de Médecine. Nouvel affrontement à cet endroit.

Les dockers retournent alors à la "Maison du Peuple" où ils tiennent une assemblée générale.

NOTA :

Des débrayages de solidarité allant de 1 à 4 heures se sont produits dans des ports étrangers en signe de solidarité avec les dockers d'Alger (Bordeaux, Hambourg...).

CAMARADES MARQUEZ VOUS AUSSI VOTRE SOLIDARITE AVEC LES DOCKERS D'ALGER

Correspondances, Echanges de Publications, Contacts pour la région parisienne et le nord :
JEUNE TAUPE
C/o Librairie Parallèles
47 rue St-Honoré
75001 Paris

Contacts pour le sud :
JEUNE TAUPE
B.P. 4443
69241 Lyon Cedex 1

* * * *

Le numéro : 4 F (Belgique : 20 FB - Portugal : 20 esc. - Pays Bas : 3 fl. - Etats Unis/Canada : 50 c. - Grande Bretagne : 15 p. - Italie : 300 lires)

Abonnements : 30 F (étranger 35 F)
Paiements au nom de : E. HARBI ; C.C.P. La Source 34.709.15

Directeur de publication : A. Robic
Imprimeur : Imprimerie Gilles Tautin, 4 passage Dieu, 75020 Paris
Dépot légal : 3° trimestre 1977
Commission paritaire des publications et agences de presse N° 57578

Nous continuons dans ce numéro la publication de textes de groupes ouvriers avec :
A. Une lettre ouverte d'ouvriers de THECLA DELLE (1013 salariés Territoire de Belfort)
au Groupe Autonome Ouvrier de Peugeot Sochaux.
B. La Plate-Forme du Groupe de Travailleurs Communistes des banques.

A. LETTRE OUVERTE D'OUVRIERS DE THECLA-DELLE

Nous tenons à préciser que le conflit a été bradé par les syndicats C.G.T. C.F.D.T. C.F.T.C. et qu'après 3 semaines de lutte, ont fait reprendre le travail aux ouvriers et cela contre la volonté d'une majorité qui s'est déterminée pour la poursuite du mouvement lors d'un vote 401 pour et 284 contre (voir Est Républicain du 17-5 -1977)

Au conflit de THECLA-DELLE viennent de s'ajouter des faits qui risquent d'assombrir les rapports que les ouvriers pouvaient avoir jusqu'ici avec les syndicats ayant mené la lutte (CGT, CFDT, CFTC) En effet, une collecte risque d'avoir subi le même chemin que cellequi avait été éffectuée sur Peugeot Sochaux en faveur des ouvriers en grève de Beaulieu (cycles).Certains travailleurs ne sont d'ailleus pas prêts de l'oublier. Ici bien sûr, la situation n'est pas la même; malgré tout il semble que l'on ait affaire au même problème.
D'après les bruits qui courent à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, il paraitrait que la collecte se soit élevée à 20.000 nf, ce qui parait probable vu que l'argent a été collectée sur les usines de Delle ses environs et aussi sur Belfort.
Actuellement 7000 f sont bloqués sur un compte, restent les 14000 f qui semblent avoir disparu du jour au lendemain.

Où est passé l'argent ?

Il est facile d'maginer tout ce qui peut se dire autour de cette affaire ; la tension est d'autant plus grande dans la mesure où personne ne peut rien prouver , les syndicats semavoir oublié cette collecte, ils n'ont même pas cherché à se disculper devant les travvailleurs !

Actuellement la situation est dramatique , certaine ouvriers s'interrogent , la grève n'aurait-elle servi qu' quelques uns de s'enrichir ?
A tous les niveaux , c'est l'incompréhension qui domine; certaines personnes pensaient vraiment toucher quelque chose , une telle situation risque de dégoûter beaucoup de travailleurs en vue d'éventuelles actions .

Les syndicats en agissant de cette façon, s'éloignent de ceux qu'ils disent défendre; ils font le jeu des patrons et de la direction; ils ont en refusant de négocier jusqu'au bout montré leur vrai visage, tout le monde savait avant le conflit que la direction serait intransigeante ; on ne savait pas encore que des crapules se cachaient dans le syndicats !

Certes tous les délégués ne sont pas à mettre dans le même sac ; mais malgré tout on peut s'interroger sur le rôle que doit assumer le syndicat en cas de conflit , aider au mieux les travailleurs ou les tromper ?

La municipalité et le conseil général ayant bloqué tous deux 25000F , certains espèrent encore toucher quelque chose , car pour certains la grève a été une perte sèche , certains ont même connu des difficultés , on pense aux familles nombreuses, célibataires, jeunes , etc ...

Malgré tout, personne ne sait encore comment cet argent sera rétribué , certains apprennent déjà qu'ils n'y auront pas droit.

On ne parle plus bien sûr de la collecte qui s'élevait tout de même à 14000F .

Savoir ce qui s'est passé à LIP, à PEUGEOT-BEAULIEU ne peut que nous laisser sceptiques ...

Les syndicats nous montrent leur vrai visage , en créant la division au sein de la classe ouvrière ; ils ne font que servir le pouvoir et le patronat qui peuvent sourire en les regardant nous diriger de la même façon qu'on dirige un troupeau de bétail!

- DES TRAVAILLEURS DE THECLA-DELLE -

Delle le 28 Juin 1977

B. PLATE-FORME
du
Groupe de Travailleurs Communistes
DES BANQUES

HISTORIQUE

Notre groupe existe depuis 1976. Constitué au départ de travailleurs adhérents et militants de la cfdt, il prit le nom de Groupe Autonomie Ouvrière à l'occasion d'une A.G. de section syndicale. Au cours de cette A.G. le texte proposé par notre groupe voulait donner un sens à l'activité syndicale, en croyant que le pouvoir des conseils ouvriers pourrait se construire au moment de la révolution grâce à certaines structures syndicales de "base" (S.S.E., U.L.).

Cette positions était dûe à l'influence d'éléments non encore débarrassés de l'influence anarcho-syndicaliste.

Malgré ses incohérences, il traçait des perspectives révolutionnaires en se prononçant pour la destruction du Capital et de salariat.

RUPTURE AVEC LE SYNDICALISME

C'est lors d'une lutte dans les banques qu'eut lieu la première rupture avec le syndicat. Le groupe se déterminait pour la constitution de comités de grève formés de représentants des services, élus et révocables à tout moment. La position était que les grévistes organisés devaient se substituer aux syndicats dans la conduite des luttes.

C'est sur cette base que les anarchosyndicalistes, des trotskistes et autres P.S.U. rompirent avec leurs idéologies respectives et s'organisèrent en "groupe de travailleurs pour l'abolition du salariat" avec un certain nombre d'éléments "anarchistes traditionnels", ceux-ci ne rompant pas fondamentalement avec leur doctrine. La position "anti-syndicaliste en période de lutte" mais "syndicaliste" en période de non-lutte n'était guère tenable ; le groupe arriva à force de discussions théoriques à rompre avec le syndicalisme et à le caractériser comme un rouage de l'appareil d'état intégrateur et répressif suivant la santé du système capitaliste.

Les syndicats ont été créés au 19ème siècle par les travailleurs eux-mêmes pour faire face à l'arbitraire patronal. Leur nature d'organisation permanente dont la fonction est la vente de la force de travail n'a pu les conduire qu'à être ce qu'ils sont aujourd'hui : des organes du Capital en milieu ouvrier.

Le Capital ayant besoin de partenaires sociaux lui indiquant dans quelle situation se trouvent les travailleurs. Les syndicats étant présents pour n'offrir aux travailleurs que des journées d'action "bidon" servant de défouloir, et d'indicateurs à la bourgeoisie de leur capacité d'encadrement de la classe ouvrière.

RUPTURE AVEC LES ANARCHISTES

Le groupe se devait désormais d'intervenir en dehors du syndicat. C'est lorsqu'il fallut définir notre intervention que s'amorça la rupture entre anarchistes et communistes. Pour nous communistes, il ne fallait pas intervenir n'importe comment ; nous avions besoin dans un premier temps de définir des positions politiques qui ne soient pas des dogmes. Mais des positions pensées, pesées qui nous permettraient d'avoir une intervention qui contribue à l'auto-émancipation des travailleurs.

Nous proposions donc un certain nombre de réflexions collectives autour de textes sur le fonctionnement du système capitaliste, sur les révolutions russe, allemande, espagnole... sur le capitalisme d'état, sur les syndicats et sur l'actualité.

Après 6 mois d'essai de théorisation du côté communiste et d'essai de blocage à toute discussion du côté anarchiste, le rupture eut lieu, inévitablement.

NOUS NE POUVONS PAS DIRE QUE LA RUPTURE ARRIVA SUR UNE BASE POLITIQUE

Les anarchistes ne voulant pas discuter, ayant peur de devenir une organisation bureaucratique. Ils préférèrent se cantonner dans leur ignorance pour rester purs, se constituant en "groupe anarchiste des banques", un groupe se contentant de ressasser des principes anarchistes intemporels et privés de toutes remises en question.

L'ELABORATION D'UNE PLATE-FORME

C'est pour éviter ces erreurs que nous avons élaboré cette plate-forme.

Le capitalisme est un système social qui repose sur le salariat et la production marchande qui avant 1914 pouvait se voir offrir des débouchés (colonies) dans son ascension vers le contrôle de la planète.

(suite pages 14-15)

Depuis I9I4 nous constatons que le seul moyen dont il dispose pour trouver de nouveaux marchés est la guerre suivie de reconstructions qui permet périodiquement de repartager les marchés entre les différents états capitalistes. Depuis les années 60 où les pays vaincus ont achevé leur reconstruction et se sont lancés dans la concurrence mondiale, le capitalisme est de nouveau rentré dans une période de crise qui se traduit par un renforcement de l'intervention de l'état dans l'économie et par un renforcement du chômage, des plans d'austérité dans le monde entier. La solution à cette crise étant bien entendu la guerre mondiale avec son cortège d'atrocités dont on peut avoir un avant-goût en observant ce qui se passe depuis plus de 30 ans dans le tiers-monde où les impérialismes grands et petits s'entraînent à l'apprentissage de la barbarie.

Quantà la Russie, la Chine et les autres pays à étiquette socialistes, ils sont des capitalismes d'état soumis aux lois du marché mondial. Le Capital est présent par la production marchande et le salariat. Dans ces pays comme dans tous les autres la tâche du prolétariat est identique: la destruction des rapports de production capitalistes.

LES DANGEREUX PANTINS RECUPERATEURS DE LA REVOLTE

La gauche du Capital

C'est la fraction la plus radicale de la bourgeoisie. Son projet politique de nationalisation est une des expressions politiques de la tendance au capitalisme d'état.
Son rôle est de mystifier par le nationalisme (ex: " socialisme aux couleurs de la France ").
Le rôle des travailleurs révolutionnaires est de combattre sans relâche l'emprise idéologique de la gauche du Capital auprès des travailleurs.
Mais il ne manque pas aujourd'hui de partis qui se prétendent révolutionnaires (léninistes, anarchistes, autogestionnaires, socialistes de tous poils....).
Les léninistes veulent occuper l'appareil d'état, nationaliser les entreprises pour permettre au capital national de mieux affronter la concurrence capitaliste mondiale.
Les autogestionnaires qui ont le même projet économique national, craignant que la classe ouvrière ne rechigne à cette nouvelle forme d'exploitation (avec le triste exemple de l'URSS), y ajoutent un procédé intégrationniste sous le vocable d'autogestion (autogestion de la crise économique mondiale= auto-exploitation de la classe ouvrière= effort patriotique).
L'autogestion, c'est le droit de " balayer en long plutôt qu'en large ".
Les gauchistes avec leurs " Ponts uniques ouvriers " et leur soutien critique à la gauche conduisent les travailleurs combatifs, attirés par leur extrémisme verbal à servir de masse de manoeuvre à leurs visées contre-révolutionnaires.

TOUS CEUX QUI VEULENT NOUS ENTRAINER SUR CE TERRAIN PRIVILEGIE DE MYSTIFICATION QUE SONT LES ELECTIONS ...

tendent à faire croire aux travailleurs qu'en votant ils sont investis d'un pouvoir de décision en les diluant dans le " peuple " ou la "nation" avec toutes les autres classes sociales: commerçants, paysans, patrons....
Ce qui perpétue l'idéologie démocratique (débats, suffrage universel représentants élus,...) dont le Capital se sert pour masquer sa domination de classe.

LA REVOLUTION COMMUNISTE ...

est la révolution dirigée par la classe ouvrière pour aboutir à une société dans laquelletous les hommes sont égalitairement organisés entre eux pour la satisfaction de tous leurs besoins. Dans une société communiste, il n'y aura pas de classes sociales (ni patrons, ni salariés), il n'y aura pas de commerce de marchandises (donc pas d'argent, pas de concurrence), il n'y aura pas de frontières.
La révolution communiste passe par

la destruction du Capital, de l'économie marchande et du salariat au niveau mondial.
Il s'ensuit que le passage à une société sans classes et sans état ne peut se faire que par la rupture brutale des travailleurs avec le système d'exploitation et la prise en charge immédiate de leur survie en tant que classe.

LA PERIODE DE TRANSITION ...

c'est la guerre révolutionnaire et non pas un ensemble de mesures économiques minimum devant aboutir dans un temps lointain à une " société plus juste et plus libre " car le capitalisme et le communisme ne peuvent vivre côte-à côte, les frontières n'y font rien. La classe ouvrière est partout: lorsque le communisme apparait, il ne peut que s'étendre à toute la planète dans la guerre révolutionnaire ou périr.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Dans la période de transition, il ne peut y avoir dans la société d'autre pouvoir que l'organisation de la classe ouvrière(conseils ouvriers). La dictature du prolétariat devra encore assumer des fonctions répressives contre la bourgeoisie et les classes liées à elles mais ne peut pas se définir comme un" Etat prolétarien", le prolétariat n'a pas de domination, ni d'exploitation à perpétuer et son pouvoir prépare la fin de toutes les oppressions.

LES TACHES D'UN GROUPE DE TRAVAILLEURS COMMUNISTES

Le groupe de travailleurs communistes n'a pas pour but d'être une nouvelle direction pour les travailleurs donc il n'est ni la courroie de transmission d'un parti,ni d'un nouveau syndicat, ni d'une nouvelle structure de masse se chargeant de représenter et d'organiser les travailleurs.
Le C.T.C.est un moment dans la prise de conscience de classe;l'accentuation de la crise,le dévoilement et la nature contre-révolutionnaire des syndicats conduisent obligatoirement des travailleurs au moment des luttes comme après à se poser des questions et donc à les résoudre en intervenant pour que les travailleurs s'organisent de façon autonome et qu'ils dépassent l'illusion que leurs problèmes pourront être résolus dans leurs entreprises respectives par des augmentations de salaire que le Capital accorde d'ailleurs de moins en moins.

Le G.T.C. ne peut prétendre devenir le noyau dirigeant d'une lutte.

Dans les luttes, les travailleurs communistes doivent contribuer à la formation de comités de grève anti-syndicaux qui devront dépasser le cadre de l'entreprise. Les G.T.C. devront pousser au développement des contacts entre les différents comités de grève pour contribuer à éviter l'isolement des travailleurs afin que se généralise la lutte face à tous les récupérateurs (syndicats, gauche, gauchistes) qui en nous localisant dans nos boites respectives, veulent nous prouver que nous avons besoins de bergers d'intermédiaires pour nous représenter Dans les luttes comme en dehors d'elles, nous devons faire connaitre à la classe dans les entreprises, que: lors des grèves sauvages, en Italie, en Egypte, en Espagne, etc... des travailleurs se sont organisés de façon autonome, et que les comités de grève avec leurs délégués mandatés et révocables à tout moment préfigurent les conseils ouvriers, organes que se donnera la classe ouvrière pour prendre le pouvoir.
En période de non-lutte, le G.T.C. doit inlassablement, même à contre-courant:

- chercher la coordination avec d'autres groupes de travailleurs.
- propager les perspectives communistes.

Ces regroupements ne devront pas disparaitre comme structure d'intervention dans la période de montée des luttes et le surgissement des conseils En effet, la contre-révolution sera encore présente (syndicalistes, auto gestionnaires, léninistes, bureaucrates divers,...) et essaiera comme elle l'a toujours fait dans l'histoire du mouvement ouvrier de dévoyer le combat des travailleurs vers les négociations immédiates ou la gestion des entreprises capitalistes.

Nous n'avons pas le fétichisme des conseils, ce qui importe pour nous, c'est la destruction des rapports sociaux capitalistes. Il sera donc nécessaire que continuent à exister dans cette période des regroupements de travailleurs révolutionnaires.

JOURNEES D'ETUDE JUIN 77

L'organisation "Pour une Intervention Communiste" a tenu deux journées d'étude les 25 et 26 juin dernier. Quatre questions étaient inscrites à l'ordre du jour.

1- Le rapport d'activité de l'année écoulée

A ce propos, il s'est dégagé que si le P.I.C. avait effectué un travail important concernant le rôle et la place des groupes ouvriers autonomes (1) ou groupes de travailleurs communistes, des insuffisances notables persistaient au niveau de son organisation propre, se caractérisant en particulier par le retard pris dans la publication de certains textes théoriques du groupe. Le débat sur cette question débouchait sur l'adoption de résolutions impliquant :

- la réaffirmation de la nécessité de l'approfondissement théorique et la mise en place rigoureuse de moyens pour le mener à bien;
- le respect absolu des priorités dégagées pour l'activité générale ;
- la réactivation du travail international.

En liaison avec ce qui précède, des propositions d'amendements visant à clarifier les positions organisationnelles et les axes d'interventions du P.I.C. ont été soumises à la discussion(2).

2- La situation internationale

3- La situation nationale

La crise mondiale s'approfondit en France comme dans les autres pays européens. Face à cela :

- d'une part, toutes les fractions capitalistes utilisent le maximum de mystifications idéologiques pour faire accepter par le prolétariat "les sacrifices nécessaires à la survie de l'économie nationale";
- d'autre part, les luttes du prolétariat demeurent le plus souvent sur le terrain strictement revendicatif même si un petit nombre dépasse le carcan syndical.

Le calendrier électoral est tombé particulièrement à point pour dévoyer la classe ouvrière du cours de la lutte de classe. Après les municipales, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, les partis orientent maintenant toute leur propagande vers les législatives de mars 78. A partir de septembre 77, avec la "rentrée sociale", la campagne battra son plein et à moins d'une explosion toujours possible, il est à craindre que le poids des forces contre-révolutionnaires au sein du prolétariat parvienne à maintenir celui-ci dans la perspective des urnes.

4- Proposition du P.I.C. pour une action d'ensemble

A partir de l'analyse précédente, le P.I.C. a fait une proposition pour une action d'ensemble des révolutionnaires (groupes autonomes ouvriers, groupes et éléments révolutionnaires) visant à :

- dénoncer la mystification électorale ainsi que tous ceux qui y participent et le rôle des syndicats dans la défense du capital,
- soutenir les luttes ouvrières autonomes par des informations et des analyses ou par la participation directe en fonction du lieu où l'on se trouve,
- développer la formation de groupes de travailleurs communistes (ou groupes ouvriers autonomes) en tant que jalons dans la classe elle-même pour contribuer à son auto-organisation.

Pour que cette action d'ensemble soit la plus efficace possible, il faut que les efforts révolutionnaires soient coordonnés : tracts affiches, réunions publiques,...

Compte tenu de l'absence de certains groupes pouvant être partie prenante de cette campagne, l'assemblée, réunie le 26/06/77, tout en commençant à mettre sur pied les moyens politiques et techniques pour engager l'action dès septembre, a décidé :

- la rédaction d'une circulaire précisant les points qui se sont dégagés et les proposant comme base de discussion;(3)
- la convocation d'une nouvelle réunion en septembre.

---

(1) Rappelons que la perspective de tels groupes avait été avancées par le P.I.C. dans ses "Perspectives d'activités" publiées en octobre 75 (J.T. N° 7) et développées dans le texte "Lutter contre le chômage ou contre le capital" (supplément à J.T. N° 11 repris dans J.T. N° 12).

(2) La "Plateforme pour une Intervention Communiste" sera donc réédité prochainement. En attendant, la version "actuelle" peut être obtenue contre une enveloppe timbrée à notre adresse.

(3) Circulaire envoyée aux groupes et éléments intéressés.

JEUNE TAUPE N° 16